



## La Jordanie et le Maroc, deux voltigeurs de pointe de la diplomatie occidentale (partie2/2)

La CIA de l'un, le Mossad de l'autre

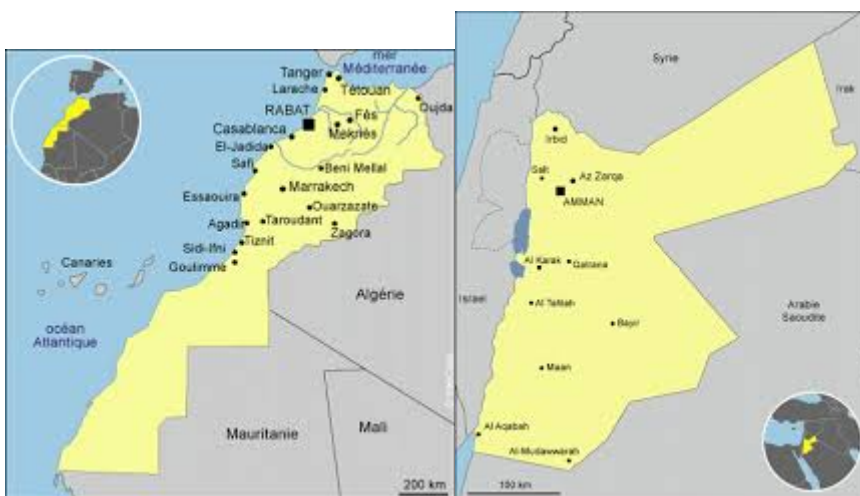
Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 14 décembre 2009

[Le blog de René Naba](#) 14 décembre 2009

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Politique et religion](#)



À gauche le Maroc, [cliquez ici](#) pour agrandir la carte. À droite la Jordanie, [cliquez ici](#) pour agrandir la carte.

Cet article est la deuxième partie du texte « [Hassan et Hussein, le modernisme au service de l'archaïsme](#), Jordanie/Maroc: Deux voltigeurs de pointe de la diplomatie occidentale. Partie 1/2 ».



Paris, 13 décembre 2009. Hassan et Hussein ont manifesté très tôt un intérêt marqué pour l'Occident, sans doute en raison de leur éducation, mais aussi dans l'intérêt bien compris de la survie de leur trône. Si l'Arabie saoudite est quadrillée par le FBI américain, une trentaine de postes disséminée dans les principales villes du Royaume pour déjouer les menées subversives contre la famille royale et les installations américaines, le lien avec les services de renseignement paraît tout aussi direct en ce qui concerne les deux autres monarches à en juger par les informations parues dans la presse internationale... au point que les deux monarchies, l'une pour le Machreq, le levant (la Jordanie), et l'autre pour le Maghreb, le ponant (le Maroc) apparaissent comme des voltigeurs de la pointe de la diplomatie occidentale dans la sphère arabe.

### Le cas du Maroc: Ben Barka enlevé avec l'aide du Mossad

Le journal Libre Belgique a fait paraître en date du 25 janvier 2008 une recension d'un livre d'un journaliste israélien dans lequel l'écrivain détaille les liens très étroits entre Israël et le

Maroc, notamment la collaboration entre le Maroc et le Mossad, le service israélien des renseignements, dans l'enlèvement et la disparition de l'opposant marocain Mehdi Ben Barka.

Le journaliste Shmouel Seguev, ancien capitaine des renseignements militaires, puis correspondant à Paris du quotidien Maariv, assure que le Mossad a indirectement permis aux services secrets marocains de repérer l'opposant socialiste, puis de le piéger: «Ben Barka, qui voyageait beaucoup à travers le monde, se servait d'un kiosque à journaux à Genève comme d'une boîte postale où il venait récupérer son courrier, et le Mossad a donné cette information à Dlimi», écrit-il.

« Le 29 octobre 1965, Ben Barka est arrivé à Paris en provenance de Genève, avec un passeport diplomatique algérien. Il a déposé ses valises chez son ami Jo Ohanna, un juif marocain, et s'est rendu à pied à la brasserie Lipp pour y rencontrer un journaliste français, quand deux policiers français en civil l'ont interpellé et conduit dans une voiture de location jusqu'à une villa au sud de Paris. Nous savons avec certitude que Ben Barka était encore en vie le 1er novembre (...) Dlimi ne voulait pas le tuer, mais lui faire avouer son intention de renverser le roi Hassan II, a-t-il ajouté. Ben Barka avait les chevilles entravées et les mains nouées dans le dos, et Dlimi lui a plongé la tête dans un bac rempli d'eau. A un moment donné, il a pressé trop fort sur ses jugulaires, l'étranglant ainsi à mort », a-t-il poursuivi. « Le ministre marocain de l'Intérieur, le général Mohammed Oufkir, chef de la police secrète, est ensuite arrivé à Paris pour organiser l'enterrement, qui s'est déroulé à Paris, quelques jours après le décès, sur une aire en construction, où il y avait du béton et du ciment, aux abords de l'autoroute du Sud », a-t-il précisé.

Le colonel Ahmad Dlimi était à l'époque l'assistant du général Mohamad Oufkir, ministre de l'intérieur. Patron de la Sûreté, présent au tribunal, il sera acquitté. Le général Oufkir est condamné, lui, par contumace à la réclusion criminelle à perpétuité. Pourtant, les mêmes charges avaient été retenues contre les deux responsables marocains. Mais l'arrêt de la cour d'assises de la Seine jugeant l'Affaire Ben Barka, tombe le 5 juin 1967, jour du déclenchement la 3me guerre israélo-arabe de juin 1967. Du coup, ce qu'il y avait d'incohérent, voire de choquant dans cette disparité de jugement, passera alors pratiquement inaperçu.

Mais tout autre aura été l'épilogue de cette ténébreuse affaire. Comparable par son raffinement sadique aux moeurs des cours florentines, il fera date dans les annales du royaume chérifien pour son machiavélisme achevé, illustration symptomatique du comportement d'un royaume pourtant coutumier de telles pratiques, rarement égalées dans les pays arabes.

Leur forfait accompli, les deux tortionnaires seront expédiés ad patres, manu militari, à onze ans d'intervalles, instrumentalisés l'un contre l'autre dans une opération d'autodestruction mutuelle, dans un rejet généralisé de l'opinion marocaine, soulagée par l'élimination de ces deux funestes personnages de sinistre mémoire.

Fidèle à Hassan lors des deux tentatives de coups d'état de 1971 et 1972, Ahmad Dlimi passe pour avoir personnellement exécuté son supérieur, sur les ordres du roi, suspectant le général Oufkir dans la mise en œuvre du coup d'État de 1972.

Son parricide assumé, le général Dlimi sera promu commandant en chef de la zone Sud (Sahara) et patron de tous les services secrets marocains, avant de connaître un sort

identique à celui de son mentor. Il décédera de mort violente, onze ans plus tard, écrasé le 25 janvier 1983, par un camion fou à Marrakech, selon la version officielle, à la veille de la visite officielle du président français François Mitterrand au Maroc.

Selon une version ayant eu cours à l'époque, jamais confirmée ni démentie, le général Dlimi aurait été sacrifié sur l'autel de la raison d'état, victime de la rivalité entre la France et les Etats Unis et de la volonté de l'officier marocain de s'ouvrir sur l'Algérie et la Libye pour mettre un terme à la guerre du Sahara occidental, alibi du régime, pointé du doigt par l'administration conservatrice de Ronald Reagan peu désireuse de lâcher du lest devant le camp soviétique et ses alliés arabes.

Quoiqu'il en soit, l'élimination brutale d'un des principaux protagonistes de l'affaire Ben Barka a entraîné du même coup l'élimination du principal exécutant des basses œuvres royales, en même temps qu'elle prémunissait le trône de tout éventuel chantage de ce témoin de premier plan désormais encombrant, assurant à la dynastie chérifienne un silence éternel sur l'un des méfaits les plus sinistres de son histoire pourtant riche en ce domaine.

Le livre de Seguev, préfacé par un ancien chef du Mossad, le service d'espionnage israélien, Ephraïm Halévy, a été publié en hébreu par les éditions « Matar » sous le titre « Le lien marocain ». Il fourmille de détails sur les relations secrètes entre Israël et le Maroc.

Ainsi, écrit-il, lors déclenchement en 1963 de la guerre entre le Maroc et l'Algérie, le chef du Mossad, Meir Amit, doté d'un faux passeport, a rencontré à Marrakech le roi Hassan II pour lui déclarer: «Nous pouvons, et nous voulons vous aider». Les instructeurs d'Israël ont ensuite entraîné des officiers marocains, formé des aviateurs au pilotage de Migs-17 soviétiques, organisé ses services secrets, surveillé la construction de la barrière entre le Maroc et l'Algérie, vendu des armes, y compris des chars AMX-13 français via Téhéran, et équipé des embarcations de pêche avec des radars pour les transformer en gardes côtes.

De même en 1965, Israël a pu suivre le sommet arabe de Casablanca et a ainsi découvert l'impréparation des armées arabes bien avant la guerre de juin 1967, a-t-il poursuivi. Seguev consacre aussi dans son livre une place importante aux pourparlers du Mossad avec le roi Hassan II, qui ont prélué à la rencontre secrète au Maroc du ministre israélien des Affaires étrangères Moshé Dayan avec le vice-Premier ministre égyptien Hassan al Touhami, puis au voyage historique du président égyptien Anouar Sadate à Jérusalem en 1977.

Le Maroc constituait, il est vrai, une pièce maîtresse du dispositif occidental contre le bloc communiste. Paris avait aménagé à l'époque de la guerre froide soviéto-américaine (1945-1990) une importante ambassade à Rabat de mille personnes, la plus importante après celle de Washington, en vue de servir de base de repli au haut commandement politique et militaire français en cas d'invasion de Paris par les troupes communistes dans le cadre de la stratégie du «Stand Behind». Le Royaume abritait par ailleurs la plateforme opérationnelle du Strategic Air Command américain de l'aéroport Mohammed V de Casablanca (Maroc), relié par un câble coaxial directement à Bizerte (Tunisie), la base navale qui faisait office du temps du protectorat français de centre d'écoute radar pour le compte de l'Otan. Commandant le canal de Sicile sur la route reliant Gibraltar à Suez, Bizerte, au même titre que Brest, Toulon, et Mers el Kébir (Algérie), représentait un maillon de la chaîne des bases nécessaires à la défense française et à son dispositif atomique, et, au delà, à l'OTAN.

Et ceci pouvait expliquer cela.....Que le Roi Hassan II inflige un camouflet au prestigieux

président français de l'époque, le Général Charles De Gaulle, en bafouant la souveraineté française, -l'enlèvement d'un opposant marocain en plein Paris avec la complicité d'agents français- en toute impunité, sans craindre des représailles.

### **Le cas de la Jordanie, un roi indic ?**

Le cas de la Jordanie est bien plus consternant puisqu'en l'occurrence c'est le Roi en personne qui faisait office d'indicateur attiré de la CIA, à en juger par les révélations d'un témoin majeur de la vie politique arabe du dernier demi siècle, le journaliste égyptien Mohamad Hassanein Haykal.

L'ancien confident du président égyptien Gamal Abdel Nasser relate, dans une série d'entretiens diffusés en Août 2009, sur la chaîne transarabe «Al Jazira» que le Roi Hussein de Jordanie a fait office pendant 17 ans, de 1957 à 1975, d'agent de la CIA, (Central Intelligence Agency), l'agence centrale de renseignement des Etats-Unis, sous le pseudonyme de «NO BEEF» pour un salaire annuel de un million de dollars.

«A la veille de la 3eme guerre israélo-arabe de juin 1967, le Roi a fait évacuer sa flotte de combat mettant à l'abri en Turquie 16 chasseurs-bombardiers Phantom pour empêcher que l'Egypte ne s'en serve dans ses raids programmés contre Israël», a déclaré l'ancien directeur du quotidien égyptien «Al-Ahram».

«La Jordanie a déploré la perte de seize soldat durant cette guerre. Le Roi n'a pas livré bataille, préférant céder sans combat la Cisjordanie à Israël, soit la moitié du territoire de son royaume, se débarrassant ainsi d'un foyer nationaliste qui risquait de menacer la stabilité des assises bédouines du trône hachémite», a-t-il poursuivi. Récidiviste, le Roi Hussein s'envolera en octobre 1973 vers Tel Aviv pour informer directement le premier ministre israélien de l'époque Mme Golda Meir des préparatifs de l'offensive syro égyptienne, affirmera en outre M. Haykal.

Dans un autre article, Jim Hoagland, influent éditorialiste du Washington Post, rappelle que le roi Hussein a été payé par la CIA («on the CIA payroll»), ce qui signifie littéralement sur la liste d'émargement, durant les années 1970 et qu'il n'a pas hésité à s'allier au président syrien Hafez El-Assad dans les années 1980, et au président irakien Saddam Hussein durant la guerre du Golfe. Cet article intitulé «Another Royal Mistake in Jordan ?», a été reproduit par l'International Herald Tribune, en date du 1er février 1999.

Selon le journaliste égyptien, le président américain Jimmy Carter (1977 à 1981) en personne a informé le journaliste américain Ben Bradley, rédacteur en chef du Washington Post, et son collaborateur Bob Woodward, un des révélateurs du scandale du Watergate sous l'ère Nixon, de la présence du Roi Hussein de Jordanie parmi les agents actifs de la CIA au Moyen Orient.

Les révélations de Mohamad Hassanein Haykal sur la connivence des deux pays avec les services occidentaux ont suscité une violente réaction des deux monarchies conduisant à un boycott de la chaîne transfrontière arabe, mais nul dans ses deux royaumes ne s'est hasardé à interpellier les deux monarchies sur leurs connections présumées avec les services de renseignements de pays supposés être les ennemis du monde arabe.

Il en a été de même lorsque le journal transarabe «Al-Qods al Arabi», paraissant à Londres, avait annoncé le 25 septembre 2009 que le ministre marocain des Affaires étrangères Taïeb

Fassi Fihri avait rencontré son homologue israélien Avigdor Liebermann, à New York, en marge de la session annuelle de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Alors que l'Arabie saoudite proclamait son refus de toute normalisation avec Israël avant un règlement d'ensemble du contentieux israélo-arabe, et que l'Égypte, pourtant signataire d'un traité de paix avec Israël, limitait ses contacts au premier ministre israélien Benyamin Netanyahu et au ministre de la défense Ehud Barack, sabordant la réunion annuelle de l'Union Pour la Méditerranée fin octobre en Turquie afin de barrer la route à la présence du ministre israélien des affaires étrangères qui passe pour être l'un des dirigeants israéliens le plus xénophobes de l'histoire israélienne, le chef de la diplomatie marocaine légitimait ainsi en catimini un personnage ostracisé par les pays arabes et certains de ses alliés occidentaux, sans que cette information n'ait suscité le moindre commentaire du Maroc.

Haykal indique que le commandement égyptien était gravement préoccupé des fuites militaires et qu'il a été grandement étonné de découvrir qu'un des indicateurs des services américains était un roi arabe. Il impute à l'absence de fiabilité de certains dirigeants arabes une part des défaites militaires arabes. Ceci pourrait expliquer cela.

Beaucoup d'autres exemples d'identiques infamies pourraient être citées ailleurs dans le Monde arabe. Mais que deux dirigeants arabes se revendiquant de la descendance du prophète, enfants chéris de l'Amérique, privilégient la survie de leur trône, au risque de sacrifier les intérêts à long terme du monde arabe, en s'alliant avec l'ennemi officiel du monde arabe, éclaire d'un jour nouveau le collapsus arabe et la marginalisation du Monde arabe qui s'est ensuivie dans la gestion des affaires du monde.

*«Une civilisation qui s'avère incapable de résoudre les problèmes que suscite son fonctionnement est une civilisation décadente. Une civilisation qui choisit de fermer les yeux sur ses problèmes les plus cruciaux est une civilisation atteinte. Une civilisation qui ruse avec ses principes est une civilisation moribonde».*

*Aimé Césaire: Discours sur le colonialisme, 1955*

Cauda

En complément au dossier «Jordanie et Maroc, les voltigeurs de pointe de la diplomatie occidentale» dans la sphère arabe.

renenaba.com publie, en additif:

- Un encadre sur l'affaire Ben Barka
- Des extraits d'une étude de M. Abraham Sarfaty sur la problématique du judaïsme marocain et son rapport au sionisme. Une étude parue dans la Revue Souffles numéro spécial 15, 3e trimestre 1969.

*Photo en tête de l'article : Ben Barka.*

*Le troisième volet de cet article sera publié le 15 décembre.*



**René Naba** : Ancien responsable du monde arabo-musulman au service diplomatique de l'Agence France Presse, ancien conseiller du Directeur Général de RMC/Moyen orient, chargé de l'information, est l'auteur notamment des ouvrages suivants : —« Liban: chroniques d'un pays en sursis » (Éditions du Cygne); « Aux origines de la tragédie arabe »- Editions Bachari 2006.; « Du bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français »- Harmattan 2002. « Rafic Hariri, un homme d'affaires, premier ministre » (Harmattan 2000); « Guerre des ondes, guerre de religion, la bataille hertzienne dans le ciel méditerranéen » (Harmattan 1998); « De notre envoyé spécial, un correspondant sur le théâtre du monde », Editions l'Harmattan Mai 2009.

La source originale de cet article est [Le blog de René Naba](#)  
Copyright © [René Naba](#), [Le blog de René Naba](#), 2009

---

Articles Par : [René Naba](#)

### A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Golias), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXI<sup>me</sup> siècle (Golias). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège

est à Genève. Depuis le 1er septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)